

Ils sont soumis, en se cuirassant d'indifférence. Ils se jurent bien de ne jamais donner le meilleur d'eux-mêmes, quoi qu'il arrive. Aussi, quand les difficultés surviennent, on voit le contremaître hausser les épaules, déclarer qu'il n'y a rien à faire, et partir en laissant à ceux qui sont dans la mélasse le soin de trouver comment s'en sortir.

De telles situations donnent lieu parfois à ce que l'on appelle le truc de la « pomme de terre chaude » et qui consiste à la passer au plus vite à son voisin pour ne pas se brûler. Ainsi, du sommet de la direction jusqu'en bas on se refile les responsabilités. Ces pratiques finissent par engendrer une situation si confuse que les divers échelons de la direction eux-mêmes se montent les uns contre les autres et se contredisent. Personne ne veut prendre la responsabilité de trancher la question.

A différentes reprises, j'ai passé plusieurs mois comme contremaître de quelques ouvriers. J'y ai appris, ce que mon expérience d'ouvrier dans la production m'avait déjà montré, que la supervision sert quand même à quelque chose : les contremaîtres finissent pas s'exaspérer de voir que les ouvriers freinent délibérément au travail. Les hommes ne produisent pas autant qu'ils le pourraient. Aussi les contremaîtres répètent-ils : « Les hommes ne veulent pas travailler, ils sont paresseux. » Cette appréciation influe sur la conduite des contremaîtres et les pousse à pousser les ouvriers au travail.

A un autre point de vue, cependant, les contremaîtres sont très près des ouvriers. Les hommes se rendent compte que les contremaîtres ne sont pas dans une situation enviable et qu'ils sont soumis, aussi bien que les ouvriers, à une discipline et risquent d'être renvoyés.

J'ai appris, d'un ouvrier de Détroit, que durant la grève de la maîtrise, les ouvriers éprouvaient un mélange de sentiment de culpabilité en allant travailler et en ne soutenant pas les contremaîtres, et de satisfaction, à cause de l'occasion qui leur a été offerte de montrer qu'ils pouvaient fort bien se passer d'eux.

LA VIE DE NOTRE GROUPE

1. Depuis un an, le groupe se réunit deux fois par mois en réunion plénière. Ces réunions sont consacrées essentiellement à la discussion de problèmes politiques généraux aussi bien qu'actuels. Des rapports ont été ainsi faits, qui ont servi de base à la discussion de problèmes comme le syndicalisme actuel, l'impérialisme de la Russie bureaucratique, la grève des mineurs, l'évolution actuelle de la situation économique et politique, etc. D'autre part, un groupe d'éducation fonctionne, se réunissant également deux fois par mois; deux séries d'exposés y ont été faites sur la formation et les aspects généraux du marxisme et sur l'économie capitaliste.

2. Le dimanche 10 avril, le groupe a consacré la totalité de sa réunion plénière, matin et après-midi, à la discussion de la question du parti révolutionnaire et de l'orientation de son travail vers la construction du parti. Après un rapport du camarade Chaulieu, dont le contenu essentiel est reproduit dans la résolution sur le parti révolutionnaire que nous publions plus loin, la plupart des camarades ont pris la parole assez longuement et tous se sont exprimés sur la question débattue.

Trois camarades se sont opposés à l'orientation fondamentale du rapport avec des positions sensiblement différentes. L'essentiel de la discussion a tourné autour des points soulevés par eux; cependant plusieurs problèmes ont été également abordés qui pour n'être pas directement liés au problème central ne manquent pas d'intérêt et feront le thème de discussions ultérieures (notamment le problème de l'organisation socialiste de l'économie et de l'abolition des rapports dirigeants-exécutants en ce stade).

3. Le camarade Carrier s'oppose à l'idée de considérer dès maintenant le groupe comme lié par une discipline collective et la construction du parti révolutionnaire comme absolument nécessaire. S'il faut, dit-il en substance, admettre une différenciation dans le prolétariat, ce n'est pas celle du parti et de la classe. Encore moins que le parti, le groupe à l'étape actuelle n'est-il justifié comme corps organisé. La seule distinction à faire est celle de l'organisation des travailleurs et de l'organisation des révolutionnaires. Une organisation des révolutionnaires est nécessaire, mais elle ne peut se construire que sur la base des milieux de travail, non à partir de la rencontre idéologique d'individus. De toute manière cette organisation des révolutionnaires doit être tout à fait subordonnée à l'organisation des travailleurs et n'être liée par aucune discipline qui impliquerait une solidarité de ses éléments dans l'action. Les éléments révolutionnaires se rencontrent et discutent en commun les problèmes de la révolution, ils se séparent ensuite pour agir chacun comme ils l'entendent dans le sein de l'organi-

sation des travailleurs, seule représentative de la classe. Carrier voit dans les Comités de lutte, qui se sont formés en 1947 et dans les formes de regroupement analogues qui peuvent en produire, des exemples d'organisation des travailleurs. Dans de tels comités, les camarades du groupe se comportent comme les autres éléments et se gardent de chercher à imposer les idées du groupe. Enfin, si l'on imagine que le groupe tout entier s'intègre à une organisation de travailleurs, il devrait aussitôt disparaître en tant que groupe. Carrier caractérise donc essentiellement l'organisation des révolutionnaires comme un groupe momentané dont la tendance est de déperir. Il conclut en disant que l'organisation des révolutionnaires doit, de toute manière, disparaître le jour même où les Soviets s'emparent du pouvoir.

4. A cette estimation de l'organisation des révolutionnaires et de ses rapports avec l'organisation des travailleurs, le camarade Denise s'oppose en faisant ressortir que l'organisation des révolutionnaires est indispensable, d'une manière permanente, pour préparer la révolution, qu'elle doit continuer à se distinguer de toutes les autres formes d'organisation de la classe jusqu'à la révolution, quelles que soient les conditions objectives. Mais elle pose deux problèmes : 1° Quelle doit être la relation de l'organisation révolutionnaire avec la classe ? 2° Quelle doit être la structure de cette organisation ? Au premier elle répond en affirmant que l'organisation des révolutionnaires ne peut se proposer comme fin de diriger la classe. Il ne s'agit pas, par exemple, pour un militant du groupe de chercher à diriger un Comité de lutte, en outre, il ne doit pas en prendre la direction, mais seulement y manifester ses idées. En ce qui concerne la structure de l'organisation révolutionnaire, il ne faut pas poser que la lutte contre la bureaucratie relève seulement du programme et non de la structure organisationnelle. Le principe du centralisme démocratique doit être étudié à la lumière de l'expérience passée, et mis en question; le centralisme démocratique reposant sur la dualité exécutants-dirigeants qui régnait dans les partis de la III^e Internationale révolutionnaire était déjà, en fait, un centralisme bureaucratique.

5. Le camarade Ségur, comme le camarade Denise, affirme la nécessité permanente d'une direction politique, qu'il ne se refuse pas d'appeler parti. Mais il estime que la conception du parti que se fait le Rapport et qui est une conception classique, au fond très proche de la conception léniniste du « Que Faire ? », passe complètement à côté du véritable problème qui est celui d'empêcher la dégénérescence bureaucratique du parti. Or, cette dégénérescence est fatale si le parti se voit attribuer les tâches de direction politique de la classe. Le problème est de restreindre son activité au domaine idéologique et de lui interdire d'intervenir dans le domaine pratique. Le parti doit être la direction idéologique et non la direction pratique de la classe. S'il se propose des tâches pratiques, le parti se substitue à la classe, il devient une direction bureaucratique, qui, en agissant au nom des intérêts de la classe agit en fait à la place de celle-ci. Le camarade Ségur, en ce sens, dit qu'il faut étudier de très près la période de préparation immédiate de la révolution. Le moment de l'insurrection, est le moment où le parti — s'il ne se limite pas à son rôle idéologique — prépare lui-même la prise du pouvoir et où il constitue — en dehors des organes autonomes de la classe — les cadres du pouvoir. La logique du parti est alors d'agir de plus en plus à la place des Soviets et de se transformer en bureaucratie.

6. Les autres camarades se sont élevés contre ces positions; nous ramassons leurs interventions pour dégager plus clairement les idées qui ont été mises en avant.

a) Il ressort des interventions des camarades qui s'opposent au Rapport, que ceux-ci conviennent à des degrés divers de la nécessité d'une organisation des révolutionnaires. Nier cette organisation serait nous nier nous mêmes en tant que groupe existant à partir d'une plate-forme politique commune. Mais si l'on part de ce fait, il faut en tirer toutes les conséquences, ou bien alors on ne pense pas jusqu'au bout l'idée d'une organisation des révolutionnaires. Supposons même qu'il n'y ait pas de groupe formé autour

d'un programme politique mais seulement des organes de la classe tels que des Comités de lutte ou des syndicats dénommés « autonomes », on ne peut empêcher que dans de tels groupes un certain nombre d'éléments se trouvent d'accord entre eux, qu'ils tentent d'élaborer ensemble un programme politique qui pose les problèmes non pas à l'échelle locale et corporative mais à l'échelle nationale et internationale et d'une manière universelle. On ne peut empêcher que ces éléments qui ont en commun ces idées politiques, se réunissent à part pour discuter entre eux des problèmes qui découlent de leurs conceptions communes; ou bien ces éléments n'ont aucun sérieux ou bien leur volonté est de faire triompher leurs idées, qu'ils croient justes; on ne peut donc les empêcher, s'ils décident d'agir ensemble dans un même milieu de travail, soit chacun dans son milieu, dans un sens identique, qu'ils décident dans leur activité publique de mettre l'accent sur leur accord et d'y subordonner leurs désaccords. La logique de leur situation les amène ainsi nécessairement à se constituer en groupe, organisation ou parti (selon que leur programme est ou non suffisamment élaboré).

Dire qu'un élément de ce groupe constitué doit s'interdire, par exemple, de jouer un rôle prépondérant dans un organe de la classe sous prétexte qu'il altère alors la spontanéité et l'autonomie de celui-ci, c'est en fait l'empêcher d'exprimer ses idées et d'essayer de convaincre les autres; car n'est-il pas nécessaire s'il les convainc qu'il soit chargé de tâches responsables et qu'il acquière une position prépondérante dans cet organe.

b) Animés par le désir de chercher des garanties contre la bureaucratie, les camarades ne voient pas qu'au lieu de donner une réponse au problème qu'ils posent, ils le suppriment purement et simplement. Car pour éviter le danger bureaucratique, ils refusent toute action organisée et concertée. Ce ne sont pas seulement les exigences propres à la lutte révolutionnaire, la nécessité d'élaborer un programme politique et économique complet, c'est-à-dire historique, la nécessité de penser et d'agir sur un plan national et international, mais les impératifs de toute action collective, en vue d'une fin commune qui exigent une organisation dans le travail et un commandement dans l'action.

c) Le problème ne peut consister à limiter l'activité du parti à une sphère d'élaboration théorique ou à un rôle d'orientation politique. Toutes les analyses du groupe sont fondées précisément sur l'idée que les tâches théoriques politiques et pratiques non seulement sont étroitement liées comme les marxistes l'ont montré dans le passé, mais qu'elles sont devenues, à proprement parler, identiques, c'est-à-dire les différentes formes d'une même réalité. Prendre politiquement position sur tel problème qui intéresse la classe ouvrière c'est en même temps indiquer une attitude pratique à adopter dans telle situation. De même qu'on ne peut se limiter à des problèmes pratiques et que les tâches de la révolution impliquent le dépassement du problème pratique et une solution aux problèmes les plus théoriques qui soient, de même les positions politiques élaborées jusqu'au bout sont des positions pratiques. Opérer une division artificielle entre les deux domaines c'est faire un retour en arrière. Le problème consiste à notre époque, où les tâches politiques et pratiques s'identifient, à poser le problème de la lutte antibureaucratique, mais non à nier le caractère de cette époque. L'identité du pratique, du politique et de l'idéologique est en un sens éminemment progressive et signifie un mûrissement de la conscience du prolétariat.

d) La liaison du parti avec les organes autonomes de la classe qui peuvent naître d'ici la révolution — tels que les comités de lutte — ou avec les Soviets doit être comprise justement. Notre groupe pense que la constitution du parti révolutionnaire est la condition nécessaire, mais non point suffisante de la révolution; il a affirmé, dès son origine, que le sens de notre époque était la tendance du mouvement ouvrier vers l'autonomie. Il a vu dans les Comités de lutte, qui se sont formés en 1947, notamment dans le Comité de lutte de l'Usine Unic, une manifestation capitale de la tendance de l'avant-garde à se rassembler avant la révolution sur le plan des usines dans des organes où les problèmes pratiques sont précisément

posés en liaison avec le problème politique essentiel de la lutte contre la bureaucratie. Nous pensons que même si de tels comités ne peuvent vivre d'une manière permanente jusqu'à la révolution, les exigences de la lutte antibureaucratique à notre époque posent d'une manière permanente les conditions de leur formation. Nous pensons aussi que la prise de conscience antibureaucratique, manifestée par de tels comités, est la condition même de la révolution, autrement dit que la révolution ne saurait avoir lieu si ne se manifestait dans le prolétariat, d'une manière sensible et objective, la tendance à la lutte, non contre les staliniens en tant qu'« artisans d'une mauvaise politique », mais contre la bureaucratie en tant que telle, sous toutes ses formes.

Si pendant toute une phase de son histoire la dualité parti-syndicat fut la déterminante du mouvement ouvrier, c'est vers une dualité du type parti-comité de lutte, que celui-ci s'achemine; et cette évolution implique un mûrissement du prolétariat, une politisation accrue dans tous les domaines de lutte et d'organisation, un lien beaucoup plus étroit entre le parti et les organisations de la classe; une telle évolution implique, en outre, que la formation des Soviets ne pourrait se situer qu'à un niveau plus élevé qu'en 1917-1923, les organismes ouvriers autonomes préfigurant les Soviets et posant les problèmes du pouvoir ouvrier d'une manière embryonnaire au sein même de la société bourgeoise. On ne peut donc poser le rôle du parti révolutionnaire sans mettre en regard les organes autonomes de la classe. Mais on ne peut faire l'inverse et supprimer le parti ou le limiter dans ses tâches. D'une part, comme on l'a déjà dit, le parti a un caractère permanent, alors que ces organes peuvent naître et disparaître, d'autre part, ces organes, par eux-mêmes, n'ont pas un programme politique complet et une conception historique des problèmes. Ils expriment d'une manière extrêmement profonde la tendance du prolétariat à l'autonomie, mais on ne peut dire qu'ils ont déjà conquis une véritable autonomie dans la mesure où ils ne possèdent pas le programme de la révolution, dans la mesure, au contraire, où ils restent le terrain de lutte d'idéologies hostiles au prolétariat. C'est dans la manière dont le parti traite les organes autonomes de la classe que se révélera sa véritable nature et sa capacité de résoudre le problème bureaucratique. Dans la mesure où les organes autonomes font partie de sa perspective, il est clair que le parti ne peut s'opposer à eux et tenter de les réduire à son profit en se niant lui-même. Le parti cherche à susciter de tels organes, il voit en eux des embryons de Soviets; son but est de faire tout pour qu'ils s'étendent, prennent conscience de leur rôle et se transforment en comités d'usine. Il y a donc aucun sens à ce qu'il veuille les annexer artificiellement ou les incorporer.

Pour le parti, défendre son programme dans de tels comités et leur faire développer leur autonomie est une seule et même chose et non deux mouvements qui se contredisent. Sur cet exemple se dévoile le fait que la lutte antibureaucratique est essentiellement programmatique. C'est en concrétisant le programme dans les formes d'action qu'on peut lutter contre la bureaucratie, non en cherchant des statuts miraculeux qui donneront une garantie contre la dégénérescence.

Il est certain qu'on ne lutte pas contre la bureaucratie comme on lutte contre la bourgeoisie, sous prétexte que ces deux formes sociales ont une existence objective réalisée dans l'économie. La bureaucratie est, dans une certaine mesure, la force d'encadrement du travail, elle est beaucoup plus liée au prolétariat; elle s'est détachée de lui au cours même de son évolution; c'est-à-dire que la lutte contre elle implique pour le prolétariat un approfondissement de son programme et un progrès dans ses formes d'organisation et de lutte. Mais c'est du programme que doivent découler les conséquences valables pour la lutte et l'organisation. Ce n'est pas des solutions statutaires tels que le rejet du centralisme démocratique, qui peuvent donner une solution au problème.

A la suite de la discussion, l'ensemble des camarades ont accepté la résolution d'orientation sur le problème du Parti qui leur était proposée — à l'exception des trois camarades qui avaient défendu le point de vue opposé. Nous publions plus bas cette résolution sous la forme définitive

qui lui a été donnée par le comité responsable du groupe. Nous publions également la résolution statutaire qui fut adoptée par la suite.

Différents camarades ont enfin souligné l'importance de la discussion qui avait eu lieu et de l'adoption de la nouvelle orientation, remarquant qu'aucun travail systématique ne pouvait être accompli, tant que le groupe n'avait pas pris clairement position sur la nécessité de préparer la construction d'un parti révolutionnaire, et qu'il s'agissait maintenant de traduire concrètement cette position dans l'activité du groupe.

LE PARTI REVOLUTIONNAIRE (RESOLUTION)

1. La crise actuelle du groupe n'est que l'expression plus aiguë de la crise permanente qu'il traverse depuis qu'il s'est constitué, et qui a pris une forme plus violente chaque fois que des problèmes concernant ses rapports avec l'extérieur se sont posés (sortie du P.C.I., première discussion sur le caractère de la revue en automne 1948, contenu de la revue lors de la rédaction du n° 1). A chaque fois, on a pu retrouver à la racine des divergences le manque de clarification sur les questions du parti révolutionnaire et de notre orientation stratégique et tactique.

2. La solution de ces problèmes aussi bien du point de vue théorique général que du point de vue de notre orientation est devenue une question vitale pour le groupe. L'attitude consistant à repousser la discussion et la prise de position sur ces problèmes, sous prétexte que la situation historique ou nos forces subjectives ne nous permettent pas d'y répondre maintenant, si elle l'emportait encore une fois, équivaldrait à la dislocation du groupe. Il est apparu qu'il nous est dès maintenant impossible de fonctionner collectivement sans savoir exactement quel genre d'activité est le nôtre, dans quel cadre historique d'une part, immédiat d'autre part, s'inscrit cette activité, quelle est notre liaison avec la classe ouvrière et la lutte que, même sous les formes les plus estropiées, celle-ci mène constamment, quel est enfin notre statut organisationnel et les principes sur lesquels il se base. La parution de la revue, en nous faisant prendre des responsabilités publiques, nous impose de répondre à ces questions concrètement et immédiatement.

3. Il est indéniable que le groupe se trouve actuellement devant un tournant de son existence, et qu'il doit répondre au dilemme radical devant lequel il est placé.

Ce dilemme est défini par l'ambiguïté objective aussi bien du groupe dans son état actuel que du premier numéro de la revue. Le groupe peut former le point de départ aussi bien pour la formation d'une organisation prolétarienne révolutionnaire, que d'un amas d'individus servant de Comité de rédaction à une revue plus ou moins académique.

Ceci signifie que le groupe n'a pas réussi à donner à son travail un caractère politique incontestable. Pour le faire, il aurait fallu d'abord, et avant tout qu'il se considère lui-même comme une organisation politique. Ceci impliquerait des conclusions théoriques, programmatiques et organisationnelles qui n'ont pas été tirées ou appliquées jusqu'ici. Or, actuellement ce caractère politique du groupe est objectivement contesté, par la mise en question de l'idée de la discipline dans l'action, de la nécessité d'une direction effective du groupe, de la liaison entre le programme de la révolution et ses formes d'organisation. Ces conceptions, si elles étaient adoptées, enlèveraient définitivement au groupe toute possibilité de devenir un noyau d'une organisation politique révolutionnaire.

4. Si ces conceptions, équivalant objectivement à la dénégation du caract-